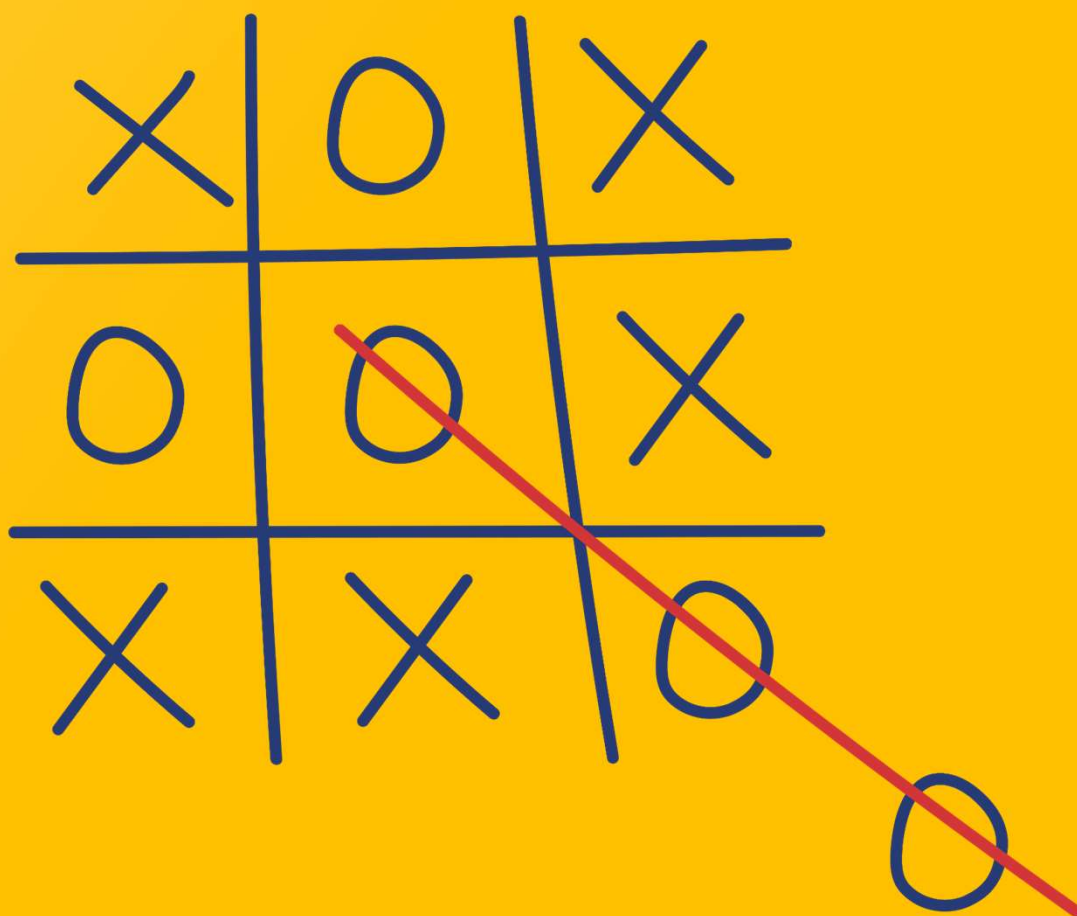


ECCLESIA

L'Etat-Nation démocratique et sans frontières



Toute l'actualité sur l'Éclésia est disponible via la newsletter ou le canal telegram :

<https://t.me/ProjetEcclesia>

Abonnez vous à la newsletter ou contactez nous sur ProjetEcclesia@protonmail.com

« la punition des gens bons qui ne s'intéressent pas à la politique, c'est d'être gouvernés par des gens mauvais » Platon.

Si la politique est devenue aussi rébarbative pour beaucoup d'individus, c'est parce qu'elle prend de plus en plus les contours d'une énième saison d'un mauvais show TV nombriliste qui n'intéresse plus qu'une horde de zombie-supporter-télespectateurs ainsi que les acteurs de ce show qui touchent de gros cachés.

Or la politique, ce n'est pas un show télévisé. Ce devrait être, avant tout, la façon dont plusieurs individus décident des règles du vivre ensemble. Dans sa version démocratique, la politique devrait avoir pour vocation de définir ce vivre ensemble en tenant compte -- avec sincérité, respect et inclusion -- du kaléidoscope des courants de pensée qui façonnent inévitablement une société.

Notre désintérêt collectif pour la politique nous a conduit à élire des représentants qui, depuis le début de la crise covid-19, ont choisi d'imposer à la population, des règles punitives, coercitives et humiliantes. Celles-ci ont été décidées en faisant taire la contestation et sans concertation avec le principal intéressé: le peuple. In fine, c'est le pacte social proposé par l'Etat-Nation territorialisé qu'est la République Française qui se retrouve substantiellement dénaturé, notamment avec l'obligation vaccinale qui se précise de jours en jours.

Est-ce surprenant? Non. Depuis 200 ans, les français sont dupés sur la nature de la démocratie et notamment sur le dispositif de l'élection qui est au cœur des rouages de la République Française. Celle-ci n'est qu'un moyen pour les « citoyens » de mettre leur souveraineté sous clefs pendant 5 ans en confiant le pouvoir d'organiser la Nation à une élite financière qui ne partage pas les mêmes intérêts qu'eux...De plus, l'absence de **Referendum d'Initiative Citoyenne Constituant, Abrogatif, Révocatoire et Législatif** empêche tout contrôle et sanction efficace des représentants politiques.

Dans ce contexte, des individus s'organisent autour du projet **Ecclésia***, un des premiers projets de mise en œuvre d'un Etat-Nation sans frontières. L'objectif de l'Etat-Nation sans frontières est de proposer à l'ensemble des êtres humains nés libres et égaux de choisir l'Etat-Nation auprès duquel ils souhaitent détenir une nationalité, ceci sans avoir à se déplacer sur un territoire différent de leur lieu d'habitation actuel. L'Etat-Nation sans frontières ne dispose donc pas de frontières géographiques.

Le citoyen de l'Etat-Nation sans frontières joui du cadre législatif de cet Etat et œuvre activement à la construction et à l'évolution de la Constitution et des lois. L'Etat-Nation sans frontières quant à lui, assure un rôle de protection de ses citoyens tant vis-à-vis de menaces internes qu'externes à l'Etat-Nation.

Les laudateurs de l'Etat-Nation sans frontières rappellent que la notion de Nation précède celle d'Etat et de gouvernement et que, à ce titre, aucune loi ne peut être reconnue comme suffisamment fondamentale pour interdire l'émergence d'un tel projet. Y contrevenir serait afficher un mépris incivilisé pour la liberté dont disposent les peuples à s'auto-déterminer.

Déjà, plusieurs centaines d'individus de tous horizons rejoignent le projet **Ecclésia**, pour construire la première Nation démocratique et totalement libre de l'histoire de l'humanité.

Nous invitons toutes les personnes désireuses de construire et bénéficier d'un nouveau cadre de vie collectif à rejoindre l'**Ecclésia** sur les réseaux sociaux, dans nos ateliers de travail ou lors de nos conférences permettant d'expliquer le concept d'Etat-Nation sans frontières.

L'équipe **Ecclésia**



**Dans l'antiquité, l'Ecclésia est, à Athènes, l'assemblée des citoyens. Les citoyens réunis dans l'Ecclésia disposent du pouvoir souverain. L'Ecclésia propose, approuve ou rejette directement et sans intermédiaires les lois et élit les stratèges. Tous les mois, l'assemblée contrôle l'action de ces magistrats et peut éventuellement les suspendre de leurs fonctions.*